

Droit du travail et handicap

A quand la fin de l'exploitation ?

L'AFFAIRE MÉDIATISÉE d'Emile Louis, soupçonné d'au moins sept meurtres de handicapés de l'Yonne, est l'occasion de lever le voile sur la situation quotidienne des handicapés au travail et, dans des proportions moindres, de montrer clairement que dans le pays des droits de l'homme et des plus grandes révolutions, les populations fragilisées sont loin d'être respectées. Cette situation arrange beaucoup de monde. D'abord les entreprises faisant appel à cette main-d'œuvre, on l'aura compris. Les associations de tutelle ensuite, composées de parents de personnes handicapées estiment que leurs enfants, une fois admis dans les établissements protégés, ont la garantie d'avoir un minimum de revenus pour survivre ; il est vrai que l'on peut encore trouver des situations plus injustes et révoltantes. Les DDASS qui financent les établissements, au nom de la maîtrise des coûts. La dotation globale attribuée ne permet plus aux établissements de faire face aux besoins, le remède est donc simple, il suffit de produire plus pour compenser le désengagement de plus en plus important de l'Etat. On voit ainsi souvent de véritables « managers » diriger les établissements et appliquer leur « savoir-faire » de chef d'entreprise. S'il existe un secteur de la vie économique et professionnelle qu'on remarque peu, c'est bien celui du travail « protégé ». À ce jour, il concerne près de 100 000 adultes, pour la plupart handicapés mentaux, regroupés dans des Centres d'aide par le travail (CAT).

Une main-d'œuvre docile et pas chère

Les entreprises préfèrent payer des cotisations à l'AGEFIPH (organisme chargé de collecter les cotisations des entreprises qui n'atteignent pas les 6% d'emplois réservés aux personnes handicapées) plutôt que d'embaucher des travailleurs handicapés avec un vrai contrat de travail car c'est pour elles tout bénéf. La particularité des CAT est de se positionner souvent comme sous-traitants

ISSN 0026-9433 - N° 1233

M 2137 - 1233 - 10,00 F



après de grands groupes industriels publics ou privés : EDF, France Télécom, Citroën, Pinault, Matra, Alcatel, Thomson, Canon et bien d'autres ont bien compris l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de cette main-d'œuvre. Souvent sous mesure de tutelle, les travailleurs handicapés n'ont pas de statut de salariés. Ils ne peuvent donc pas utiliser les moyens de défense et de revendications classiques (syndicats, tribunal des prud'hommes ou administratif) ; le paradoxe est qu'à la légitime protection dont ils ont besoin, on les prive des droits les plus élémentaires de tout citoyen. Cette main-d'œuvre, malleable et docile, est devenue pour les entreprises les petites mains qu'elles allaient

l'Etat, on retrouve le schéma classique : privatisation des profits et socialisation des coûts. N'allons pas croire qu'elles feraient preuve de tolérance pour autant. Les exigences de qualité, de délais sont de la même façon appliquées aux Centres d'Aide par le Travail (certains sont obligés de passer aux normes ISO pour satisfaire ces grands groupes industriels).

La fumisterie de l'intégration professionnelle.

La course aux profits ne s'arrêtant jamais, ces entreprises font de plus en plus appel à des équipes de travailleurs handicapés qui viennent travailler au

tain nombre de handicapés reviennent de ces « missions de prestation » usés, brisés, lessivés par les cadences qui leur sont imposées, écoeurés par le manque de considération et de respect.

L'intégration professionnelle des handicapés est trop souvent une fumisterie, basée avant tout sur une recherche de profits, et non sur la reconnaissance des besoins et des spécificités des handicapés. Ainsi, les chefs d'entreprise mettent en avant le manque de qualification et de fiabilité des personnes handicapées pour maintenir leur salaire au niveau

d'une aumône. Pourtant, avec des formations et des aménagements de postes adaptés, les travailleurs handicapés sont aussi capables que n'importe quel autre travailleur et tout aussi assidus à leur travail (le taux d'absentéisme dans les CAT est de moins de 2%).

L'égalité économique et sociale, même pour les handicapés, est la condition d'un changement de logique sociale, sans fric ni exploitation, ni gestionnaires de la misère.

F. Leduc. - groupe La Commune (Rennes)

LES HANDICAPÉS EXPLOITÉS



chercher dans le tiers monde. Les travailleurs handicapés dans les établissements reçoivent un salaire qui oscille entre 10 et 15% du smic, soit environ 750 F, le reste de leurs revenus est composé d'allocations. Au total, cela représente 70 à 90% du smic, juste de quoi survivre et sans perspective que leur situation s'améliore.

C'est donc tout bénéf pour les entreprises, elles profitent d'une main-d'œuvre sous-payée, qui ne revendique pas, sans avoir à la gérer puisqu'elle dépend d'établissements sous tutelle de

sein même de l'entreprise pour réduire les coûts de transport ; on appelle cela pompeusement des « prestations de service ». En fait, il s'agit tout simplement d'un travail intérimaire déguisé, à l'exception près que la législation du travail ne s'applique pas et que ces « missions » peuvent durer plusieurs mois, parfois des années sans que les travailleurs handicapés ne soient embauchés en CDI.

Les établissements de travail protégés développent ce type de service au nom de l'intégration sociale, même si un cer-

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web,
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://www.federation-anarchiste.org/>

EDITORIAL

908 sans-papiers Kurdes ont fait naufrage ce samedi 17 février sur une plage de Saint-Raphaël. Partis d'Irak, ils ont payé une première fois pour passer en Turquie, puis ont encore dû mettre la main à la poche pour prendre le bateau jusqu'en Europe, en Italie ou en France. Coût du voyage : 3000 à 4000 F. Une somme pareille pour voyager dans des conditions infâmes. Les passeurs ne sont pas des grandes âmes. Ils ont des logiques d'entrepreneurs : ils sont en pleine logique libérale et répondent à la demande en fournissant un service sur lequel ils se feront la plus grande marge possible. Encore une nouvelle exploitation de la misère humaine.

Est-ce vraiment cette exploitation qui fait réagir nos ministres ? La mort d'un sans papiers dans l'Eurotunnel a-t-elle ému Blair et Jospin au point que le passage de sans-papiers entre la France et l'Angleterre fasse l'objet d'une réunion ? Peu de chances. Tous les efforts sont faits pour remonter les filières de passage, trouver les failles dans les frontières de la belle Europe. Ce qui attriste les gouvernements, ce ne sont pas les conditions de vie des réfugiés, non, ce qui les attriste c'est qu'ils aient réussi à venir jusque là ! En matière d'immigration, on voit très bien se dessiner les grandes lignes de la politique européenne : fermeture des frontières à toute immigration clandestine, durcissement des lois envers les sans-papiers et, en parallèle, une immigration autorisée en fonction des besoins : informaticiens en Angleterre, travailleurs du bâtiment ou de la restauration en France... On ouvre les frontières à ceux qui ont les bons diplômes, avant de les rejeter quand leur force de travail n'est plus exploitable.

Il ne s'agit pas de savoir pourquoi des milliers de personnes s'arrachent un jour du lieu où ils vivent pour arriver en Europe dans des conditions horribles : il n'y a souvent pas d'eau, pas de sanitaires, peu d'aérations, un espace vital en dessous du minimum, voilà les conditions de transports d'êtres humains sur des milliers de kilomètres. Quand Guigou nous explique que les dossiers des Kurdes seront traités au cas par cas, on s'interroge. Comment se mesure-t-elle la misère, les pressions que l'on doit subir pour que l'Etat fasse l'aumône d'une carte de séjour ?

Anarchisme et pratique révolutionnaire

NOUS CONSIDÉRONS COMME importante l'invitation qui nous a été faite par les compagnes et compagnons de la Fédération anarchiste francophone pour animer une tournée de conférences en France, à l'occasion des élections municipales, qui se tiendront en mars 2001, afin d'y présenter l'expérience communaliste que nous menons depuis près de 10 ans à Spezzano Albanese, presque au fin fond de l'Italie (Calabre du nord). Ces réunions permettront la libre confrontation entre nous et les compagnes et compagnons transalpins et servira aux deux parties pour étoffer le bagage théorique et pratique nécessaire à notre lutte quotidienne contre les pouvoirs et pour une société fédéraliste libertaire, sans État, sans dieu et sans patron. Dans cette brève introduction à notre expérience de Spezzano Albanese, je pense inutile de répéter ce que j'ai déjà traité dans les autres

articles complétant celui-ci et qui seront publiés dans *le Monde libertaire*. Je vais me limiter à quelques constats.

Une expérience révolutionnaire mûrie dans le quotidien

L'anarchisme, en tant que mouvement social, est historiquement voué à la destruction de l'organisation sociale hiérarchique, pour laisser place à une société de femmes et d'hommes libres et égaux, organisés horizontalement. C'est en se basant sur ces principes, que le groupe anarchiste constitué aux débuts des années 70 à Spezzano Albanese a porté une grande attention aux problèmes sociaux, réussissant aussi à s'implanter dans le tissu territorial pour créer une situation favorable à la naissance de la Fédération municipale de base. Notre expérience n'est pas née d'une simple proposition idéologique

de propagande ayant comme prétention de rassembler les « masses » locales sur les principes de la « bonne parole » anarchiste, ces mêmes masses étant prêtes à suivre la « vérité » d'une avant-garde révolutionnaire. Au contraire, celle-ci est née d'une expérience révolutionnaire mue par des principes idéologiques anarchistes, mûrie dans le quotidien, dans les conflits sociaux, aussi bien sur le terrain politique qu'économique. Cette expérience a toujours été proche des couches sociales démunies et des secteurs sociaux opprimés et exploités. La FMB est donc une proposition complexe d'une société différente à construire ici et maintenant, dans l'espace de la commune. Elle tente de donner vie à des sphères politiques et non étatiques dans lesquelles les habitants, à la fois citoyens et travailleurs, refusent de déléguer au pouvoir politique (administration locale) et de mener des luttes, simplement revendicatives,

contre le pouvoir économique. Au contraire, ils ne dédaignent pas de participer aux luttes sociales visant à garantir de meilleures conditions de vie aux plus pauvres et ils se font les promoteurs des pratiques libertaires sur tous les plans (politique, économique, culturel). La FMB veut donc construire graduellement et quotidiennement, en liant étroitement idée et pratique, l'embryon d'une société de libres et d'égaux que l'on retrouve au sein de l'expérience communaliste autogestionnaire.

Pas de simples pions, mais de véritables acteurs

Pour ceux qui continuent à faire référence au marxisme (malgré les démentis apportés par l'histoire) et

à après une période révolutionnaire transitoire dirigée par un État ouvrier. Ils veulent une révolution où les exploités ne sont pas de simples pions mais de véritables acteurs. Celle-ci doit donc être quotidienne et doit servir de transition vers la société future. Il leur faut donc réfléchir à un gradualisme révolutionnaire qui, pas à pas, dans une dynamique conflictuelle, exproprie de ses fonctions le pouvoir économique et politique. Ceci doit se faire par la création de structures communalistes autogérées et autogestionnaires capables d'être l'embryon d'une société fédéraliste et libertaire.

Le communalisme, à travers l'expérience de la FMB, s'étend au district, créant des sympathies, de l'intérêt,

Gérons la ville nous-mêmes

QUE PERSONNE NE DÉCIDE À NOTRE PLACE ! Organisons la solidarité et l'entraide entre les habitants de nos communes contre les politiciens et les affairistes. Demain, gérons nous-mêmes, directement, nos cités et notre travail. Supprimons les inégalités sociales et économiques.

Les principes de gestion directe communale telle que les libertaires la conçoivent sont clairs.

Ils supposent :

- Le fédéralisme, agent de coordination en remplacement de l'État, agent de coercition du système capitaliste.
- Des assemblées générales souveraines.
- Le mandat impératif des délégués.
- La révocabilité des délégués élus.
- Des Comités de quartier et par thèmes transversaux (culture, éducation, transports...).
- Une socialisation des services avec des décisions prises par un collège comprenant : les usagers de ce service ; les citoyens de la commune, les personnes travaillant à faire fonctionner ce service.

Gérer en commun une municipalité, alors que celle-ci conserverait ses structures étatiques et les inégalités économiques, consisterait pour les citoyens à gérer eux même leur propre assainissement, leur propre misère. Ce qui caractérise les structures étatiques ce sont :

- La hiérarchisation des responsabilités et des décisions
- L'assujettissement de tous à quelques-uns.
- Les inégalités sociales et économiques.
- L'existence d'une classe dirigeante privilégiée.

Demain, si, dans la commune gérée directement, il reste des différences économiques ou sociales, il se reconstituera une nouvelle classe dirigeante, qui défendra par tous les moyens ses privilèges.

Les anarchistes pensent, contrairement au marxistes avec leur période intermédiaire, qu'il faut supprimer immédiatement tous les privilèges de classe sans exception.

Nous ne pouvons pas nous contenter de dénoncer, de critiquer et d'émettre des principes, sans proposer des moyens concrets de mettre ces principes en œuvre :

- Dès aujourd'hui nous nous battons, entre autres, pour :
- Les transports gratuits pour tous ;
- la gratuité de la santé et de proximité ;
- Un accès libre et gratuit à tous les espaces et services culturels (bibliothèque, salles de réunion, de répétition...)
- La réquisition des logements vides et leur gestion directe par des représentants des habitants révocables.
- Le contrôle de tous les projets d'urbanisme par des comités transversaux et de quartiers révocables.

groupe Louise Michel



au concept de dictature du prolétariat, il est logique de penser à une révolution (faite par les masses poussées par une situation objective et dirigée par une classe politique) capable de faire naître un nouvel État destiné à s'éteindre après une période transitoire, pour laisser la place au communisme.

Pour les anarchistes, il serait contradictoire de vouloir une révolution de ce type. L'anarchisme social affirme l'impossibilité de renvoyer la construction de rapports égalitaires

de la critique de la part d'autres réalistes autogestionnaires territoriales en Italie, en Europe ou ailleurs. Elle maintient le débat ouvert, en sachant qu'elle vit et travaille dans une réalité capitaliste qu'elle combat, ce qui l'amène à affronter des contradictions.

C'est de cette manière qu'elle veut vivre la pratique révolutionnaire à laquelle elle se réfère.

Domenico Liguori. - anarchiste de Spezzano Albanese, Italie

Vive la commune !

LES ÉDITIONS ALTERNATIVE LIBERTAIRE ET DU MONDE libertaire viennent de publier une brochure sur le municipalisme et le communalisme libertaires. Murray Bookchin nous invite à cultiver d'abon-

dance le jardin du municipalisme, de l'associatif et du local, à l'arroser de pratiques et de valeurs libertaires, écologistes et fédéralistes, et, si le rapport de force construit par ces pratiques le permet, de ne pas hésiter à assumer (via une participation aux élections locales) la gestion de la commune y compris dans le cadre d'un système capitaliste.

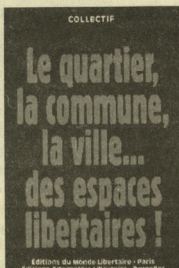
Dans sa contribution, Paul Boino nous explique qu'il est de peu d'intérêt de gérer une commune dont l'imbrication, la dépendance (notamment financière) au canton, au département, à la région, au pays, à l'Europe... est telle que la marge de manœuvre avoisine l'insignifiance. En clair : à quoi bon exercer « le pouvoir » si ce « pouvoir » est sans

consistance. Dans le même ordre d'idée, il nous rappelle que si l'autogestion politique (dans le cadre communal ou plus large) constitue un élément fondamental dans l'auto-formation des citoyens à l'autogestion, elle n'a de sens véritable que si elle va de pair avec une véritable autogestion économique et sociale.

Histoire d'accrocher ce débat à la réalité du terrain, nous avons ensuite demandé à nos camarades italiens de la Fédération municipale de base de Spezzano Albanese de nous faire part de leur pratiques. Pour conclure cette brochure, Marianne Enckell dans « Agitation communale ou municipalisme libertaire » nous brosse un bref tableau historique de la cohérence libertaire sur cette problématique.

Babar et Jean-Marc Raynaud

Le quartier, la commune, la ville... des espaces libertaires ! collectif, Éditions Alternative libertaire et du Monde libertaire, 52 p. 20 F.



Faits d'hiver José Bové, les moutons et le grand méchant loup

En temps ordinaire, quand une bande de malfrats fait un casse et que la maison poulaga en attrape un ou deux, elle s'active pour essayer d'alpaguer les autres au plus vite.

Imaginons un instant que les malfrats en fuite veuillent se la jouer grand seigneur et que, par solidarité avec leurs potes embastillés, ils se fendent d'une bafouille aux flicards dans laquelle ils reconnaissent leur participation au casse et... laissent leur adresse. Que croyez-vous qu'il s'ensuive ?

José Bové et quelques uns de ses camarades de la Confédération paysanne viennent d'être jugés en appel pour avoir participé au démontage d'un Mac Do à Millau au motif de la mal-bouffe et, disons le, de la bonne cause. Ils reconnaissent les faits et revendiquent haut et clair la légitimité de leur action.

Plusieurs centaines de personnes ayant participé au démontage du Mc-Do ont écrit au procureur de la République pour l'informer qu'elles aussi avaient mis la main à la pâte et ont demandé à être inculpées comme leur camarade José Bové. Elles ont laissé leur adresse.

Que croyez-vous qu'il s'ensuive ? Le grand méchant loup de la criminalisation du mouvement social qui ne cherche qu'à faire des exemples ne leur a même pas répondu.

L'histoire est vraiment cruelle pour ceux et celles qui s'imaginent qu'avec un peu plus de droit et de citoyenneté, le capitalisme pourrait être moralisé.

Jean-Marc Raynaud

Luttes anti-incinérateurs

S'attaquer aux pollueurs, pas aux usagers

LE GROUPE DU GARD-VAUCLUSE DE LA FÉDÉRATION anarchiste pense que le traitement des ordures ménagères peut et doit se faire sans incinération...

Malgré l'opposition croissante de la population, les « décideurs », élus locaux, préfets et ministères, ne tiennent pas compte des arguments avancés par les opposants à l'incinération...

Les intérêts économiques supplantent ceux de la population

La pression financière de quelques gros groupes industriels, sous couvert de bureaux d'études loin d'être indépendants, fait que l'incinération est présentée comme la principale solution au traitement des ordures ménagères...

D'autant plus que respecter l'intérêt de la population entraînerait à :

- remettre en cause le système de consommation à outrance (produits à renouvellement rapide, suremballés, maintenance minimum, etc.);
- forcer les industriels à une production favorisant le recyclage (consignes, produits biodégradables et recyclables);
- céder au consommateur-usager une part croissante du pouvoir de décision sur l'ensemble de l'économie et de la production et rogner sur les marges bénéficiaires des multinationales.

Se mobiliser contre le gaspillage et les nuisances

La lutte contre l'incinération des ordures ménagères met en évidence la nécessité de bousculer le système politique inféodé au profit économique : la démocratie n'est qu'une façade permettant à l'exploitation de l'homme par l'homme de se perpétuer.

Polluer et dépolluer sont les deux faces d'un même processus productiviste, nécessaire à l'économie capitaliste.

C'est aux consommateurs-usagers de se mobiliser pour la réduction à la source et le recyclage des déchets et une remise en cause de la société de consommation pour agir sur les causes profondes de la prolifération des déchets...

Car si chacun doit trier ses déchets en vue de leur recyclage, ce sont les industriels qui les génèrent et qui doivent en assumer le suivi en respectant l'environnement; collectivement en développant des services gérés directement par la population, sous forme d'associations (coopératives d'achat, de récupération et de recyclage, etc.) et par la recollectivisation de la gestion communale des déchets...

Donner une autorisation d'exploitation au projet d'incinérateur de Saint-Cézaire, c'est engager pour de très longues années le traitement des déchets ménagers dans la voie du gaspillage et des nuisances.

Groupes Gard-Vaucluse de la FA.

Génome: philanthropie ou investissement à long terme



LES SCIENTIFIQUES SONT heureux. Enfin, le matériau brut est extrait. Les lois de la maladie et de la dégénérescence sont à portée d'analyse. L'humain, une fois n'est pas coutume, est au seuil de sa propre compréhension...

Quels parents ne seraient pas prêts à tout perdre pour écarter définitivement les souffrances de la vie de leurs bambins? Qui se plaindra de voir des familles royales sortir du déterminisme de leur mal? Qui s'opposera à une ethnothérapie génétique contre le sida ou le cancer? Faute de grives, on mange des merles.

philique vers le vieillissement ou le "nécessaire" équilibre budgétaire de la sécurité sociale, les arguments modèlent déjà les priorités de recherche sur l'applicabilité de la thérapie génique. Citoyens moyennement (peu ou pas) informés que nous sommes, nous envisageons ces découvertes avec les mots des médias: « ça va sauver des vies ».

Philanthropie ou investissement à

long terme, la connaissance des rouages génétiques sera l'arme absolue de ce XXI^e siècle. Certes, les médias se font l'écho d'un refus de commercialiser la « théorie », mais le silence est de règle quant aux coûts des différentes thérapies qui en émergeraient.

Achetant une thérapie contre la grippe, le cancer, la dépression, ou l'obésité, un dixième du monde pourrait se placer en marge, génétiquement parlant. Productivité oblige, les entreprises exigeront dès lors le C.V. ad hoc, voire financeraient elles-mêmes la protection minimale des employés.

Jean-Louis Paquay (Bruxelles)

jlpa@citoyen.com

FTP: Appel pour la libération de William Ferrari et Yves Peirat

Début février se tenait le procès des Francs Tireurs Partisans à Marseille. La justice les condamne lourdement, bien qu'ils n'aient commis que des dégâts matériels sur des locaux d'extrême droite.

Au terme du procès (6 et 7 février) nous réaffirmons notre solidarité avec Yves Peirat et William Ferrari, et notre demande qu'ils sortent libres le 22 février, jour du verdict.

Nous sommes inquiets sur les conclusions sévères du réquisitoire (5 ans pour Yves, 18 mois assortis de sursis pour William). Ce réquisitoire bien qu'il reconnaisse la sincérité des convictions et des intentions des inculpés, reste lourd dans ses conclusions et ses conséquences.

Nous n'acceptons pas que soient renvoyés dos à dos les fascistes et les partisans de la démocratie! Pendant le procès les témoins de la défense ont illustré le danger de la montée du fascisme. Durant l'audience, l'extrême droite fidèle à elle-même a étalé son plaidoyer révisionniste: La résistance vue comme une comédie dérisoire; L'assassinat d'Ibrahim Ali comme un accident.

Comité de vigilance pour la libération et la défense de William Ferrari et Yves Peirat
e-mail : radiogalere@dia.oleane.com

crises de foi Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens!

Les moralistes religieux veillent. Ainsi, en Arabie, 15 000 poupees ont été retirées de la vente car elles avaient des formes, seins et fesses, trop marquées et suggestives. Le ministère du commerce a ainsi prévenu les magasins: « ne distribuez plus des objets qui égratignent l'innocence des enfants ».

En Afrique du Sud, le directeur d'une organisation évangélique, regroupant 196 écoles chrétiennes, a bien compris les messages bibliques qui stipulent ceci: « n'écartez pas des jeunes le châiment... En les frappant du bâton, tu les sauveras du séjour des morts » (proverbes 23,1 et 14). Celui-ci appliquait à la lettre les divines recommandations, malgré la loi de 1997 sur l'enseignement qui interdit les châiments corporels.

Régis Boussières - groupe Kronstadt (Lyon)

Vite fo

Loi Evin génétiquement modifiée. Une entrée charcuterie du Finistère, deux de ses salariés fumé une cigarette. l'autre sur le parking.

Belgique. La Poste Electrabel et Sabena entreprises publiques la suppression de 10

Saoudien a retiré 15 minutes le décollage en utilisant son télép. La justice de ce pays de la France et des Etats condamné à 70 cou

La mondialisation capitaliste, c'est au deuxième cas de va été confirmé en Ital

La carte des 300 humains ayant été des laboratoires (privés) lancent dans la cour brevet. En l'état ad chaque fois qu'un la fonction d'un gén déposer un brevet. permettra de touch royalties sur toutes tions qui pourraient cette information. F des brevets sur les note

Profit = mort. a considérablement nombre de morts d'occident du moins. médicaments ne coù rien à produire, les pharmaceutiques fa traitement entre 10 dollars par an et pa Du coup, au niveau 95% des malades n' aucun traitement, c engendrer à court r de 30 millions de pr

Sans surprise. À junior, surnommé le texan vu le nombre d'exécutions capita ordonné en tant qu a commandé un rai l'Irak. Résultat : de mortes et vingt aut

Sidérurgie. Le gro enregistré un chiffre consolidé de 15733 d'Euros en 2000 soi 18,7% par rapport à dente. De combien augmentations de sa cette période ?

Censure. Le mai (Seine-Maritime) a concert de rap q lieu vendredi 16 fév salle communale.

Vatican. Une m tenté de mettre le Noël que Jörg Haid l'extrême droite au offert au pape en a nier. Mais pour une rait que José Bové rien.

... bien Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanado

Vite fait...

■ **Loi Evin génétiquement modifiée.** Une entreprise de charcuterie du Finistère a licencié deux de ses salariés pour... avoir fumé une cigarette. L'un au WC, l'autre sur le parking de l'usine.

■ **Belgique.** La Poste, Belgacom, Electrabel et Sabena (toutes entreprises publiques), ont annoncé la suppression de **16 000 emplois**.

■ **Un saoudien** a retardé de 30 minutes le décollage d'un avion civil en utilisant son téléphone portable. La justice de ce pays (allié et ami de la France et des États-Unis) l'a condamné à **70 coups de fouet**.

■ **La mondialisation du capitalisme,** c'est aussi ça. Un deuxième cas de **vache folle** a été confirmé en Italie.

■ **La carte des 30 000 gènes humains** ayant été dressée, les laboratoires (privés et publics) se lancent dans la **course au brevet**. En l'état actuel des lois, à chaque fois qu'un labo démontrera la fonction d'un gène, il pourra déposer un brevet. Ce qui lui permettra de toucher des royalties sur toutes les applications qui pourraient être tirées de cette information. Pourquoi pas des brevets sur les notes de musique ?

■ **Profit = mort.** La tri-thérapie a considérablement fait chuter le nombre de morts du sida... en occident du moins. Alors que les médicaments ne coûtent quasiment rien à produire, les industries pharmaceutiques facturent le traitement entre 10 000 et 15 000 dollars par an et par personne. Du coup, au niveau international 95% des malades n'ont accès à aucun traitement, ce qui va engendrer à court terme la mort de 30 millions de personnes.

■ **Sans surprise.** À peine élu, Bush junior, surnommé le **serial killer texan** vu le nombre record d'exécutions capitales qu'il a ordonné en tant que gouverneur, a commandé un raid aérien sur l'Irak. Résultat : deux personnes mortes et vingt autres blessées.

■ **Sidérurgie.** Le groupe **Usinor** a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 15 733 millions d'Euros en 2000 soit une hausse de 18,7% par rapport à l'année précédente. De combien ont été les augmentations de salaires durant cette période ?

■ **Censure.** Le maire de Cléon (Seine-Maritime) a interdit un **concert de rap** qui devait avoir lieu vendredi 16 février dans une salle communale.

■ **Vatican.** Une main anonyme a tenté de mettre le feu à l'arbre de Noël que Jörg Haider, leader de l'extrême droite autrichienne a offert au pape en décembre dernier. Mais pour une fois, il semblerait que José Bové n'y soit pour rien.

... **bien fait**

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Les esclaves du Net

R IEN NE SEMBLE AUSSI BIEN vu qu'un emploi dans le merveilleux monde d'Internet. Et pourtant, selon certains, les travailleurs du Web constituent de vrais esclaves. C'est ce que croit Bill Lessard, créateur du site NetSlaves (1), qui débolonne ainsi le mythe de la nouvelle économie. Pour lui, la face cachée de la nouvelle économie représente tous ces travailleurs exploités et surchargés.

Après une fulgurante ascension, les entreprises Internet commencent à montrer des signes de faiblesse. L'indice de la Bourse américaine Nasdaq, dominé par les titres technologiques, a perdu environ 40% de sa valeur entre le sommet atteint en mars dernier et aujourd'hui. De plus, le nombre de suppressions d'emplois dans ces entreprises annoncé en janvier dernier a atteint 12 828 postes aux États-Unis, une hausse de pas moins de 23% par rapport au mois précédent. Visiblement, les « dot-coms » vivent une mauvaise passe. Qui en souffre le plus ? Si les entrepreneurs perdent une petite fortune, ce sont les travailleurs du Web qui écoperent avant tout. Surchargés, surmenés ou sans emploi, ils vivent sur la corde raide.

Un rite comme exutoire ?

Bill Lessard, ce New-Yorkais de 34 ans, prétend avoir vécu l'enfer en travaillant dans le domaine du Web. Incapable de taire son malheur, Lessard a décidé de créer en 1998 un site intitulé NetSlaves, devenu aujourd'hui l'exutoire par excellence des laissés-pour-compte de la netéconomie. Ce site donne l'occasion à des travailleurs exténués comme Lessard de se dévouler, dans le but de dénoncer les mauvaises conditions de travail des employés du Web, souvent camouflées derrière les performances et les promesses de la nouvelle économie. « Notre site est une façon d'aider les travailleurs et de leur accorder une tribune pour les sortir de leur malheur », affirme Bill Lessard, dont le site subversif reçoit pas moins de 150 000 visites par semaine. De plus, durant les 18 premiers mois d'activités, ils ont recueilli plus de 1000 témoignages de travailleurs « au bord du burn out » de partout à travers le monde.

Le mandat de NetSlaves est clair : dénoncer la prolifération d'emplois minables qui transforment les travailleurs du Web en prolétaires de l'ère numérique. Lessard et sa bande s'attaquent à une pléiade de problématiques : les tâches abêtissantes et répétitives, les horaires de travail exagérés, les salaires

de crève-faim, les fausses promesses d'Internet, les fantasmes erronés de fortune instantanée, etc.

Remplacer la vie privée par le travail et le bureau

Pourtant, les entreprises du Net sont souvent considérées comme avant-gardistes à bien des égards. En particulier

Net. Elles ont l'air cool comme ça, mais elles veulent exploiter les gens. Elles veulent remplacer la vie intime et le domicile par le travail et le bureau. »

S'organiser pour mieux se défendre

Au même titre que les employeurs, Lessard estime que les travailleurs sont

quand même eux aussi responsables de leur propre sort, puisqu'ils sont aveuglés par une industrie qu'ils ont surestimée. « Ils se comportent comme des gens prêts à accepter tout ce qu'on leur propose, affirme-t-il. L'impression d'intégrer une élite est d'ailleurs un incitatif important. En fait, c'est tellement devenu à la mode d'être un crack d'informatique que certains sont prêts à toutes les bassesses pour y arriver. Ce qui rend ces métiers attirants, c'est l'impression que tout est à inventer, l'espoir que l'on aura une carrière fulgurante. Dans ce secteur, tout le monde parie sur un futur glorieux. On se dit que c'est dur aujourd'hui, mais que demain sera meilleur et que la fortune viendra. De cette façon, les entreprises mentent aux gens, qui acceptent alors de travailler comme des fous. »

Malgré tout, les jeunes continuent à se lancer dans le domaine d'Internet. Jamais, d'ailleurs, des emplois dans des entreprises du Web ont été autant vantés. Parallèlement, les écoles et les formations se multiplient. Selon Lessard, cette frénésie cache un côté inquiétant.

Lessard refuse de croire qu'il se plaint pour rien. Il estime que les entreprises du Net exploitent les travailleurs en toute impunité et indifférence. Pour régler la situation, il propose de créer une union semblable à un syndicat ou un regroupement professionnel pour défendre les droits des travailleurs. « Il est temps de s'apercevoir que l'exploitation a assez duré, conclut-il. Si tout le monde se serre les coudes, les conditions s'amélioreront. »

Tommy Chouinard

(1) www.netslaves.com



pour leurs relations avec les employés, qui sont souvent envieux et vus comme des privilégiés grâce aux conditions et aux cadeaux qui leur sont offerts.

Lessard ne les trouve-t-il pas chanceux d'avoir des cellulaires gratuits, par exemple ?

« Les entreprises les équipent ainsi pour les joindre 24 heures sur 24, bouffer leur temps libre et les déranger en tout temps. » Que penser alors du déjeuner servi au bureau le matin ? « C'est pour que l'employé entre plus tôt et travaille plus d'heures. » Les jeux vidéo offerts en milieu de travail ? « C'est pour faire croire que le travail est toujours plaisant. » La permission d'emmener son chien au bureau ? « C'est pour que le travailleur n'ait plus de raison de retourner à la maison. » Rien n'y fait. Lessard est sceptique.

« En apparence, tout ça peut paraître positif, explique-t-il, mais il s'agit d'une technique spéciale des entreprises du

chronique anarcha-féministe
Avorton

C'est ce qu'on appelle une valeur éternelle, ce serait même une donnée « naturelle » parce qu'internationale : le ventre des femmes est propriété publique. Médecins, curés, politicien-nes ou magistrat-es, décident de ce qui doit se passer dans le ventre de personnes dont elles ne connaissent rien, au nom de « l'humanité », au nom des droits des hommes à décider de la reproduction in femello.

Il y a vie quand les maîtres le décident. Ce corps n'est pas ton corps, il sera chair à canons, à patrons, ou à embryons, si la loi du patriarcat te le dit.

Au nom de toutes ces femmes qui n'ont même jamais rêvé être quelqu'une, au nom de toutes celles qui n'ont jamais eu les armes pour se penser autrement qu'en outil de production, renvoyons tous les pères des nations ou des églises à la nullité de leurs fantasmes : une femme enceinte est toujours UNE personne, unique ; la vie humaine commence à la naissance et l'embryon n'est qu'une partie du corps de la femme, qui ne concerne qu'elle... Dans un monde sans sacré, les valeurs seront celles que nous choisirons : nous déclarons l'égalité des personnes, de la naissance à leur mort. Nous demandons que la société soit organisée pour donner « à chacun-e selon ses besoins », avortement libre et gratuit compris.

Au Texas, Monsieur le gouverneur Bush a beaucoup tué, au nom de la loi. Il est vrai qu'il y avait beaucoup de noirs parmi eux, et même plusieurs handicapés mentaux : ils étaient déjà un peu moins égaux que les autres dans le droit à exister. Pour fêter sa victoire aux présidentielles, il a offert aux manifestant-es « pro-life » la suppression des subventions aux associations, nationales et internationales, soutenant la liberté de l'avortement.

C'est pas sa faute s'il confond pauvres et vers de terre, femmes et paillasons... C'est pas sa faute s'il a mal à la tête quand il entend parler d'égalité et de bonheur de vivre. Ses parents ont chopé le capitalisme dès les premiers mois de grossesse, et ont donné au monde (qui n'en demandait pas tant) cet être « mal fait », cet « animal n'ayant pas atteint un développement normal » dont nous parle Larousse. Un avorton.

Pimprenelle



Lors de la révolution espagnole de 1936-39, plusieurs dizaines de milliers de femmes, ouvrières pour la plupart, prirent leur destin en main et « s'ouvrirent comme des roses » dans le tourbillon de la plus grande révolution sociale de tous les temps.

Leur mouvement, les « Mujeres Libres », est tout simplement unique dans l'histoire de l'humanité. Unique, parce que populaire, profondément enraciné dans la lutte des classes et le quotidien de l'émancipation des femmes. Unique parce que révolutionnaire. Unique parce que libertaire, non reconnu par un mouvement libertaire en cours de « libération » de ses hardes patriarcales.

Mujeres Libres. Des femmes libertaires, des femmes en lutte... des femmes libres. 320 pages, incluant des photos en noir et en couleur. 80 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire* (88 F avec port).

